

Publié le 18 mai 2015

68e Assemblée mondiale de la Santé

Genève, 18.5.2015 - Allocution du Conseiller fédéral Alain Berset à l'occasion de l'ouverture de la 68e Assemblée mondiale de la Santé – Seules les paroles prononcées font foi.

Au nom des autorités suisses, je vous souhaite la bienvenue à Genève pour la 68e Assemblée mondiale de la Santé.

Cette année encore, les systèmes de santé ont été mis à rude épreuve. L'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest nous a profondément marqués. Epidémies, conflits armés, crise économique, changements climatiques, nouveaux défis: autant de situations qui poussent nos systèmes de santé à leurs limites et testent leur capacité de résistance.

C'est précisément de cela dont traite la résilience. La capacité de résister aux chocs, d'en absorber les effets et de se reconstruire ensuite.

Aujourd'hui, le terme de résilience est omniprésent. Il semble que tout devrait être résilient. Non seulement les systèmes de santé, mais aussi l'économie et les marchés financiers, l'approvisionnement énergétique - et bien sûr les individus eux-mêmes, nous tous ici présents.

La résilience est-elle le nouveau mot à la mode? Cela serait dangereux. Car comme l'a dit l'écrivain Jean Cocteau, "*La mode, c'est ce qui se démode*".

Non, rendre nos systèmes de santé résilients n'est pas une mode. C'est une priorité bien réelle.

Un système de santé résilient, qu'est-ce que cela signifie concrètement ? Permettez-moi de citer quelques éléments :

- Premièrement, le système de santé doit être adapté aux circonstances propres à chaque pays. Il n'existe pas de modèle idéal. L'important est d'échanger des expériences et des bonnes pratiques pour s'améliorer.
- Deuxièmement, personne ne doit être laissé de côté. Le système de santé doit répondre aux besoins des femmes et des hommes, aux différents âges de leur vie. Il faut que toutes les communautés, en particulier les plus pauvres et vulnérables, soient prises en compte sans discrimination.

- Troisièmement, il faut éviter de penser et d'agir de manière fragmentée. Toute intervention sur l'une des composantes du système de santé a des répercussions sur les autres. Il importe d'anticiper les nouveaux problèmes que des solutions ad hoc peuvent créer.

Ainsi, la réponse à des maladies spécifiques, notamment le VIH/sida, devrait contribuer à renforcer l'ensemble du système de santé et éviter de créer des structures parallèles.

En outre, l'importance des déterminants sociaux, économiques et environnementaux de la santé doit être prise en compte.

- Quatrièmement, aucun système de santé ne saurait fonctionner sans personnel de santé bien formé et en nombre suffisant. Dans ce contexte, l'application du Code de pratique mondial de l'OMS pour le recrutement international des personnels de santé est importante.

- Cinquièmement, s'agissant plus spécifiquement des épidémies et autres menaces urgentes, la mise en œuvre du Règlement sanitaire international est centrale. Nous nous sommes engagés à établir les capacités essentielles prévues par ce Règlement, et il convient d'agir en ce sens. Pour la santé et la sécurité de notre population et de la communauté internationale dans son ensemble. Prévenir et combattre les épidémies signifie aussi pouvoir compter sur des données et des systèmes d'information fiables et complets.

Le dénominateur commun des éléments que je viens de citer est qu'ils sont aussi indispensables à la réalisation et au maintien de la couverture sanitaire universelle.

Ainsi, l'exigence de systèmes de santé résilients nous rappelle que le défi à relever reste toujours le même : assurer un accès équitable, et à un coût abordable, aux prestations essentielles de santé. L'OMS a un rôle capital à jouer à cet égard, que nous devons soutenir.

Le renforcement des systèmes de santé en vue d'une couverture sanitaire universelle fait partie des priorités de la Suisse dans sa coopération internationale en matière de santé. Notre objectif est d'améliorer l'état de santé de la population, en particulier des groupes pauvres et vulnérables, dans les pays dans lesquels nous sommes actifs.

La Suisse met en particulier l'accent sur les soins primaires et secondaires, sur la promotion de la santé et la prévention des maladies ainsi que sur l'implication des communautés et des utilisateurs des services de santé.

En Suisse aussi, des efforts constants sont nécessaires pour permettre au système de santé de relever les défis nouveaux. En particulier ceux, sanitaires mais aussi financiers, liés au vieillissement de la population et au poids croissant des maladies non transmissibles.

Nous œuvrons aux réformes nécessaires dans le cadre de notre stratégie globale de santé à l'horizon 2020. Il s'agit notamment de promouvoir l'égalité des chances et la responsabilité individuelle, de garantir la transparence et de renforcer la prévention.

Cette année, nous aurons une occasion unique de marquer notre attachement à des systèmes de santé capables de relever les défis actuels et à venir :

En septembre 2015, les chefs d'Etat et de gouvernement adopteront les nouveaux Objectifs de développement durable. Engageons-nous en faveur d'un objectif robuste concernant la santé.

La Suisse soutient l'objectif "santé" tel qu'il est proposé actuellement.

Au-delà de la poursuite des efforts engagés pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement, il inclut de nouveaux éléments tels que les maladies non transmissibles, les maladies tropicales négligées ainsi que la santé sexuelle et reproductive et les droits y associés.

En outre, l'objectif "santé" proposé tient compte de la nature multisectorielle des réponses aux défis de santé.

Ne laissons pas passer cette occasion de donner un signal fort pour l'avenir.

Dans l'immédiat, les jours qui viennent nous permettront de discuter de nombreux aspects de la mise en place de systèmes de santé résilients et de prendre des décisions quant à la contribution importante que l'OMS doit apporter.

En ces temps marqués par Ebola et tant d'autres crises, nous devons soutenir l'OMS plus que jamais. Comme la Direction de notre Organisation l'a affirmé dans son "*leadership statement*" sur Ebola, l'OMS doit pouvoir pleinement assumer son rôle en matière d'épidémies, d'urgences humanitaires et, plus généralement, de sécurité sanitaire mondiale. En tant qu'Etats membres, notre responsabilité dans l'atteinte de cet objectif est grande.